

## Paris : dehors les sans-dents, vive les bobos !



Article rédigé par *Christian Vanneste*, le 07 juillet 2016

[Source : Nouvelles de France]

Un mauvais esprit verrait dans la mesure mise en oeuvre à Paris aujourd'hui la vengeance de la gauche bobo parisienne.

Les vieilles autos d'avant 1997 sont interdites dans la capitale. Elles sont sales, elles polluent. Ce sont des voitures de vieux qui ne veulent plus en changer parce que c'est trop tard et qu'on aime ses habitudes et ses souvenirs, passé un certain âge. Ce sont des voitures de pauvres, parce qu'elles ne valent plus grand chose et qu'on n'a pas les moyens d'en acheter une autre. Bref, ce sont des voitures de sans-dents, les mêmes, les vieux et les pauvres, les salauds, qui ont voté le brexit en Angleterre. D'ailleurs, les bobos qui ont une belle voiture de collection qui pollue à mort, pourront toujours la faire rouler. Comme les oeuvres d'art pour l'ISF, Les menus plaisirs de la coterie bien en cour dans la capitale n'ont pas de prix et ne sauraient donc être taxés. L'honnêteté nous oblige à reconnaître que la décision a été prise avant le brexit, mais quand même, cette discrimination désinvolte à l'encontre de ceux qui n'ont pas les moyens devrait interroger sur le devenir de la gauche, dans la capitale, plus qu'ailleurs. Elle est, comme à Londres, majoritaire en additionnant les minorités hors sol dans les beaux quartiers, hors souche ailleurs. La gauche de province est-elle en retard ? Non elle est partie : elle vote à droite. Et ce n'est pas le geste de dame patronnesse de Mme Hidalgo qui va masquer l'évolution : toujours généreuse avec l'argent des autres, Madame le Maire va octroyer une compensation aux conducteurs spoliés de leur droit de circuler librement dans leur voiture assurée par leur soin : 400 Euros pour prendre le métro ou le bus, voire une voiture électrique ou un vélo. Au moins la gauche garde-t-elle sa mauvaise habitude de faire compliqué en redonnant à certains Français ce qu'elle a piqué aux autres plutôt que de libérer l'économie et de produire suffisamment de richesses pour que le pouvoir d'achat soit tel que le changement périodique d'automobile ne soit pas un problème pour la grande majorité des gens.

Mais le château municipal a ses préférences et ses exigences. La ville offre un visage de plus en plus repoussant avec les tags qui envahissent certains quartiers, par exemple autour de la place de la République et de sa statue complètement dégradée par les gauchistes de Nuit Debout. A leur égard, la municipalité montre une complaisance qui n'a d'égale que sa dureté à l'encontre des automobilistes. Mme Hidalgo ose le mot « éradiquer » à propos des pollueurs et de leurs voitures de vingt ans. Les tagueurs sont aussi des pollueurs. Le spectacle des SDF et des mendiants, de plus en plus nombreux, ne semble pas l'émouvoir non plus. Non, la priorité est à la symbolique écolo, à l'urgence de lutter contre les 5% d'oxyde d'azote et les 3% de particules fines produits par les 50 000 véhicules (1/7) parisiens sommés de rester au garage dans la journée et hors week-end. Le périphérique n'est pas concerné par l'interdiction. Et l'on voudrait nous faire croire que cette mesure infinitésimale aura des répercussions sur la santé des Parisiens, leur fera gagner quelques semaines de vie, comme si l'on pouvait isoler ce facteur et établir un lien sérieux avec la mortalité. En revanche, ce rapport existe clairement entre les conditions de circulation et la mortalité routière qui est en augmentation depuis deux ans. Mais non, on distrait des policiers pour vérifier l'ancienneté polluante des autos plutôt que de les mobiliser pour la sécurité routière. Et on le fait alors même qu'ils sont déjà débordés par les tâches que l'incurie gouvernementale a multipliées. En plus de la sécurité de l'Euro 2016, il leur faut

encadrer des manifestations de gauche contre le gouvernement de gauche, y affronter une extrême-gauche frénétique et violente, assurer la protection d'un nombre toujours plus grand de lieux et de personnes, protéger la population des attentats du terrorisme islamiste, surveiller les individus fichés, répondre aux exigences d'une Justice lente et désinvolte à leur égard, demain peut-être se heurter aux zadistes de ND-des-Landes ou à des débordements provoqués par des clandestins soutenus par des associations « de gauche ». On s'interroge sur l'efficacité de l'Etat d'urgence. Quant à la criminalité « normale » qui continue sa vie à Marseille et ailleurs, on n'en parle plus !

L'éviction des véhicules réputés polluants de notre belle capitale est un symbole et un aveu. Ce n'est pas une mesure de santé publique, mais un geste interne à la gauche, un cadeau du PS aux écolos. Ceux-ci peuvent donner libre-cours à l'inconscient rougeoyant sous l'écorce verte : on interdit, on punit, on discrimine. C'est la liberté et l'égalité qu'on éradique plus que les voitures !